

## Vision



Pour le conseiller national Guy Parmelin (UDC/VD), notre électricité continuera à provenir en partie du nucléaire. PATRICK MARTIN

# «La sécurité passe avant les aventures hors de prix»

## Stratégie énergétique 2050

### Le débat de la décennie sur notre avenir énergétique a lieu cette semaine à Berne. Parole aux grands acteurs

Patrick Chuard Berne

Le Conseil national s'est attaqué hier au dossier de la stratégie énergétique 2050. D'où viendra l'électricité de nos enfants? Parole à l'UDC, partisane d'une vision conservatrice et adepte de l'énergie nucléaire. Le Romand de la commission de l'énergie du National, le Vaudois Guy Parmelin, livre ses convictions.

### Trois ans après la catastrophe de Fukushima, n'est-ce pas le moment de sortir du nucléaire?

La question ne se pose pas comme ça. La Suisse doit s'assurer un approvisionnement sûr en électricité et à un prix compétitif. Pour les entreprises comme pour les privés. Le projet de stratégie énergétique 2050 ne remplit pas ces conditions. Les objectifs qu'il vise à travers des mesures dirigées serviront à peine à remplacer 50% du nucléaire. Et la réforme fiscale écologique viendra plus tard avec la facture. C'est comme si le Conseil fédéral vous invite à un voyage en avion et une fois en vol le commandant vous extorque un prix qu'il faut payer, même si vous n'avez pas les moyens. Je refuse d'entrer en matière.

### Le nucléaire fait peur aux consommateurs, est-ce encore une énergie crédible?

A mon avis il ne faut exclure aucune technologie, y compris le nucléaire. Nos centrales existent,

c'est un fait, et on devra se charger des déchets, y compris ceux du secteur médical qui représentent un tiers du volume. Le nucléaire de troisième génération est plus sûr, et une percée technologique de quatrième génération permettrait de réutiliser les déchets comme combustibles.

### Vous demandez donc de relancer la construction de nouvelles centrales?

Je souhaite que toutes les options restent ouvertes. A mon sens, il faut demander l'avis du peuple sur la question. Et, si on veut bien poser la question au souverain, il faudra tout mettre sur la table: les ambitions, les conséquences, les risques et les coûts. Or, la stratégie 2050 prévoit d'interdire implicitement le nucléaire sans alternative. Et, si cela ne va pas, on augmentera le prix de l'essence ou de l'électricité en cours de route.

### Etes-vous prêt à faire courir le risque à la population de maintenir en vie les vieilles centrales suisses?

Les Forces motrices Bernoises ont décidé d'arrêter Mühleberg en 2019 parce que ce n'était plus rentable avec les investissements à faire dans la sécurité. Cela prouve que le système de surveillance appliqué par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN)

fonctionne. Comparons ce qui est comparable. Les réacteurs de Bznau sont de la même génération que ceux de Fukushima, mais ils ont été continuellement réadaptés en tenant compte de toutes les évolutions et des directives de l'Agence internationale atomique. Les Japonais ne l'avaient pas fait. Je ne sais pas si nos centrales peuvent tenir soixante ans. Mon avis est qu'il faut mettre la priorité sur la sécurité. Mais, si, à cause de la Stratégie 2050, on devait se passer de sources d'énergie sûres aux conditions suisses et importer du nucléaire français beaucoup moins sûr, quelle hypocrisie!

### Pourquoi ne pas miser sur les énergies renouvelables?

Si vous me prouvez qu'on peut réellement se passer de nucléaire demain, je signe tout de suite. Regardez le cas de l'Allemagne. L'Etat subventionne à mort les énergies alternatives pour sortir du nucléaire. Et, pour assurer la stabilité du réseau, l'Allemagne a dû doubler sa production à partir de lignite et de charbon. Le résultat, c'est 30% de CO<sub>2</sub> en plus dans l'atmosphère. Evidemment, personne n'en parle... L'autre risque, c'est d'augmenter notre dépendance envers des pays étrangers, comme la Russie ou le Kazakhstan, si on devait importer davantage de gaz.

## Moins de courant, mais plus vert

● L'UDC et le PLR n'ont réussi ni à enterrer ni à renvoyer le projet Stratégie énergétique 2050. Le grand marchandage sur l'avenir énergétique de la Suisse a bel et bien débuté hier au Conseil national. Avec plus de 110 propositions de minorité émaillant les quelque vingt heures de débats prévus jusqu'à jeudi.

Les premières décisions sont tombées en soirée. Parmi les objectifs, la Stratégie énergétique 2050 fixe un passage à un approvisionnement basé sur un

recours «accru» aux énergies renouvelables. Le camp rose-vert n'a pas réussi à imposer un recours «prépondérant» à l'énergie issue de la force hydraulique, du solaire ou des éoliennes. De son côté, la droite dure a échoué dans sa tentative de supprimer complètement cet objectif.

La production indigène tirée du renouvelable (force hydraulique non comprise) devrait être développée afin d'atteindre 4400 gigawattheures (GWh) en 2020 et 14 500 GWh en 2035. Cette

### Le principe du pollueur-payeur n'est-il pas juste? En l'occurrence, faire payer les énergies sales ou qui laissent des déchets?

Ce n'est pas si simple. Si vos panneaux solaires sont fabriqués en Chine avec du charbon, le bilan écologique n'est pas bon. D'autre part, augmenter la taxe sur le kilowattheure est envisageable pour les privés, mais pour les groupes industriels, c'est une facture qui se chiffre en millions. La compétitivité de l'économie et des postes de travail sont en jeu.

### Rejetez-vous toute la stratégie 2050?

Non, j'accepterai cette semaine les subventions pour l'hydraulique. C'est une énergie nationale, propre en CO<sub>2</sub>, et cette aide lui permettra de passer le cap vu que les investissements nécessaires n'ont pas été faits ces dernières années.

### Comment voyez-vous l'avenir énergétique en Suisse?

Je ne suis pas devin, sinon je serais marchand d'électricité et je serais riche. (Rires.) Il est difficile de prévoir l'avenir dans ce domaine. Le projet du Conseil fédéral est en tout cas trop optimiste. Donnons-nous le temps d'évaluer pas à pas sans mettre notre économie à genoux. La sécurité doit passer avant les aventures hors de prix.

## Une deuxième langue nationale au primaire

### Une commission du Conseil national propose, du bout des lèvres, de reléguer l'anglais au deuxième plan dans la loi sur les langues

Les petits écoliers de Suisse devraient commencer par apprendre une deuxième langue nationale avant l'anglais. La commission de l'éducation du National veut modifier dans ce sens la loi sur les langues. Mais le résultat du vote montre à quel point le sujet est délicat: la proposition a été acceptée par 7 voix contre 4 et... 11 abstentions.

Face aux velléités de certains cantons alémaniques de donner la priorité à l'anglais, la commission a décidé de légiférer sur la base de deux initiatives parlementaires, au terme d'une séance extraordinaire consacrée à la question, a-t-elle indiqué hier. Si son homologue des Etats donne son feu vert, elle pourra présenter un projet de loi au plénum.

Le premier texte demande à la Confédération et aux Cantons de s'engager en faveur d'un enseignement assurant aux élèves, au terme de la scolarité obligatoire, des «compétences dans une

deuxième langue nationale au moins, ainsi que dans une autre langue étrangère».

Cette initiative, adoptée par 13 voix contre 8, prévoit que l'apprentissage de la deuxième langue nationale commence au plus tard deux ans avant la fin de la scolarité primaire. La limite serait donc fixée à la 5e dans tout le pays, sauf au Tessin, où elle interviendrait en 4e (ce canton n'ayant que cinq ans d'école primaire au lieu de six).

C'est la deuxième initiative parlementaire qui a suscité une majorité d'abstentions. Elle fixe la priorité à l'apprentissage d'une deuxième langue nationale sur tout autre idiome. Du bout des lèvres, la commission a ainsi décidé d'intervenir *sine die*, alors que le Conseil fédéral et la Confédération des directeurs de l'instruction publique (CDIP) veulent pour leur part attendre un bilan en 2015 avant de prendre des mesures.

La CDIP a réitéré à fin octobre son attachement à l'apprentissage de deux langues étrangères, dont une nationale, en primaire. Elle n'a néanmoins pas déterminé l'ordre dans lequel les langues doivent être introduites. **ATS**

## Le National veille sur les trésors syriens

### Le commerce de biens culturels pillés pourrait être interdit en Suisse

Les trésors archéologiques pillés en Syrie ne doivent pas pouvoir être importés puis revendus en Suisse. Le National a adopté par 113 voix contre 65 une motion visant à interdire le commerce des biens culturels syriens. Le texte est soutenu par le Conseil fédéral.

«Des milliers de fouilles illégales et des pillages dans les musées vident la Syrie de ses biens culturels. L'argent de leur vente va remplir les caisses des groupes armés», a plaidé hier Jean-François Steiert (PS/FR).

La Suisse est l'une des plaques tournantes du commerce mondial de biens culturels. C'est la principale raison qui avait conduit la Confédération à chercher à éviter, à la suite de la guerre en Irak, le commerce de biens culturels spoliés. En 2003, elle avait ajouté les biens culturels dans l'ordonnance instituant des mesures économiques envers l'Irak. Pour la majorité du Conseil national, il faut faire de même dans l'ordonnance instituant des mesures à l'encontre de la Syrie. Une minorité UDC, mêlée de quelques élus PLR, a critiqué en vain cette action, considérant que le cadre légal actuel est suffisant. Le Conseil des Etats doit encore se prononcer. **ATS**

## Porrentruy devient une ville universitaire

### Une antenne universitaire en géosciences s'installera l'an prochain en Ajoie

Plus de 40 000 fossiles et des milliers de traces de dinosaures: c'est un véritable trésor qui a été mis au jour dans le Jura durant la construction de l'autoroute A16. Chargée de mettre en valeur cet extraordinaire butin, la Fondation Jurassica annonce la création à Porrentruy d'un institut académique en géosciences, grâce à un partenariat signé avec l'Université de Fribourg. Le Jura obtient ainsi pour la première fois une reconnaissance universitaire, ont relevé hier les responsables de Jurassica.

Jusqu'à présent, aucune institution académique proche de l'arc jurassien n'assurait la pérennité des connaissances géologiques et paléontologiques de la chaîne jurassienne. Les cours devraient démarrer en 2015. Ils prendront la forme d'expériences de terrain, d'enseignements sur la géologie de la Suisse ou de cours spécialisés sur la paléontologie.

La requête de Jurassica et du Département de la formation du

Canton a été acceptée par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation. La décision s'accompagne d'un soutien financier substantiel de Berne pour les deux années à venir.

Cet institut offrira une visibilité accrue à la région, tant dans les sphères scientifiques qu'au grand public, promettent les concepteurs du projet. Il sera rattaché au Jurassica Museum, que la fondation développe autour du Musée jurassien des sciences naturelles. **P.M./ATS**

PUBLICITÉ

LES BAINS D'OVRONNAZ  
panoramique alpine SPA

- 3 jours (sans service hôtelier)
- Entrée libre bains / SPA / fitness
- 3 petit déjeuner buffet
- 1 buffet du jour

OFFERT  
2 assiettes du jour **dès 349,50/pers.**

Ovronnaz (VS) | 027 305 11 00 | thermalp.ch